

# « Arrêtez d'attaquer les travailleurs ! »

Elio Di Rupo s'en prend vertement au MR et à la N-VA. Il veut aussi diviser par cinq ou six l'écart entre le plus petit salaire et le plus gros dans une entreprise

**E**n pleine forme le leader du PS. Et cela ne sera pas superflu pour contrecarrer le gouvernement Michel qui, selon lui, ne cesse d'agresser les travailleurs. C'est là sa priorité, bien plus que le débat sur le burkini !

↳ C'est quoi les priorités du président du PS pour cette rentrée ?

Il faut remettre les travailleurs au cœur de la politique de l'emploi. Le gouvernement MR/N-VA n'arrête pas d'agir contre eux et de favoriser une précarisation jamais vue...

↳ Vous trouvez vraiment que les travailleurs ne sont plus au cœur de la politique de ce gouvernement ?

Vous voulez des exemples ? La flexibilité à outrance, celle qui permet à une entreprise d'occuper quelqu'un 45 heures ou plus par semaine sans concertation. Un retour en arrière historique. Et pour les temps partiels, les patrons n'auront plus l'obligation de préciser les horaires de travail : les gens devront être disponibles n'importe quand et ils n'auront plus la capacité d'anticiper une vie de famille normale. Et que dire du contrat à durée indéterminée d'intérimaire ? Cela semble sympa, mais c'est la catastrophe ! La société d'interim pourra envoyer le travailleur dans une société A un jour, une société B le jour d'après et ainsi de suite...

↳ Mais la flexibilité, ce n'est quand même pas un nouveau concept ?

Non, elle existe déjà, mais tout se fait en concertation entre patrons et syndicats. Ici, le gouvernement donne toutes les clés

aux patrons et met les travailleurs à leur merci.

↳ Vous parlez de régressions sociales jamais enregistrées, vous y allez fort...

Mais c'est le cas ! La N-VA invente des jobs d'appoint ou comment permettre à un travailleur de faire des heures supplémentaires, dans l'Horeca par exemple. On va arriver au système américain où les gens auront besoin de deux ou trois jobs pour gagner leur vie. C'est ça le débat prioritaire de cette rentrée. Pas celui sur le burkini !

↳ Que faudrait-il faire alors ?

Le cours de l'histoire va dans le sens d'une baisse du temps de travail avec maintien du salaire. C'est ça la modernité : que tout le monde se mette à réfléchir comment y arriver, ça, c'est important...

↳ Et quelles sont les

Le PS a créé un groupement d'achats pour les fournitures scolaires et lancera, fin septembre, des écoles de devoirs à Liège, à Mons et à Bruxelles

modalités proposées par le PS ?

On y travaille et on reviendra bientôt avec des propositions concrètes. Il faut de la justice dans le monde du travail.

↳ Quand la N-VA veut casser la règle du salaire maximal de 290.000 € parce que sinon, on

n'arrivera pas à trouver un nouveau patron pour la SNCB, c'est aussi un coup de canif à cette justice dont vous parlez ?

Nous, on en a pourtant trouvé un à l'époque, comme pour Belfius ou Belgacom... C'est indécent ! Qu'est-ce qui justifie de telles rémunérations ? La réussite d'une entreprise, c'est

un mélange de savoir-faire des gestionnaires et des efforts des travailleurs. La N-VA veut bien se faire voir par les patrons, mais cela ne lui donne pas la vertu de la justesse de ses propositions... Il faudrait, au contraire, limiter, les écarts entre le salaire le plus bas dans une entreprise et celui du patron, du CEO...

↳ C'est-à-dire ? Que propose le PS ?

Dans la grande distribution, ce rapport entre le salaire le plus bas et le salaire le plus haut, soit entre celui d'une caissière et celui d'un CEO est de 123 ! L'économiste Thomas Piketty veut ramener cela à une échelle de 1 à 100. Nous, au PS, on propose un rapport de 1 à 20, ce qui signifierait que si le patron s'octroie une augmentation, il entraînerait dans le mouvement l'ensemble de ses

employés.

↳ Ça, c'est une proposition concrète, en effet...

Ce n'est pas la seule : on en a déjà fait 220 au niveau fédéral, sans parler de notre action dans les Régions et à la Communauté française. En voici trois autres : on a créé un groupement d'achats pour les fournitures scolaires accessible sur [ecollectif.be](http://ecollectif.be). Vous entrez votre nom, vos desiderata et on s'occupe de tout. Idem pour l'énergie (aussi sur

[ecollectif.be](http://ecollectif.be)). Fin septembre, nous mettrons sur pied des écoles de devoirs à Mons, à Liège et à Bruxelles pour aider concrètement les enfants. Cela montre notre proximité avec les citoyens et l'utilité du PS si certains en doutent encore...

PROPOS RECUEILLIS  
PAR DIDIER SWYSEN

**Pour Di Rupo, la majorité fait le jeu des patrons et veut se passer des syndicats**

## « On joue avec notre prospérité »

Le PS veut donc contrecarrer « la politique de dégradation et de régression sociale du gouvernement Michel », pour reprendre les termes de son président. « Les travailleurs trinquent, c'est vrai, les pensionnés aussi : ils sont même les plus maltraités car ils subissent les effets négatifs de certaines mesures (hausse des accises, saut d'index...) sans aucun élément positif, sinon des retombées de mesures décidées sous l'ancien gouvernement. »

Le PS ne caricature-t-il pas la situation ? « La pension à 67 ans, elle n'a pas été décidée ? Et les pensions futures seront plus basses, de 15 à 20 % pour un enseignant selon nos calculs. La majorité fait beaucoup de bruit. J'invite les analystes à regarder en détail ce qui se passe », clame Elio Di Rupo.

« Si la Belgique a atteint un tel niveau de prospérité, malgré des poches de pauvreté, et il y a encore beaucoup de boulot, on est d'accord, si on est dans le peloton de tête européen, c'est grâce au modèle belge de négociation permanente entre patrons et syndicats, avec le gouvernement. On a construit le bien-être, la prospérité, la sécurité sociale de cette façon-là. Mais le gouvernement Michel veut

se passer des syndicats. Si on continue ainsi, ça va nous coûter cher : la prospérité ne sera plus partagée entre tous, mais les patrons vont se l'approprier (...) Au gouvernement, c'est portes et fenêtres ouvertes pour les patrons, été comme hiver, ça ne va pas. »

« ON PROMET... SANS ARGENT »

Mais le gouvernement ne prend-il que des mauvaises décisions ? Il y a eu le tax shift, ces idées de baisser l'impôt des sociétés ou de reporter l'équilibre budgétaire d'un an car l'effort serait trop violent. Le PS s'oppose-t-il à tout cela ? « Je me souviens comment Laurette Onkelinx s'est fait engueuler par le MR et la N-VA quand elle a parlé de reporter l'équilibre budgétaire... Ils vont donc faire ce que nous proposons », rit-il (jaune). « Pour l'impôt des sociétés, cela peut être vu positivement, mais comme pour le tax shift, ont-ils l'argent pour le faire. Ils doivent trouver entre 2,4 et 3,4 milliards en 2016 et 2017, entre 8 et 10 en 2018. Notre grande crainte, c'est qu'ils aillent puiser dans la sécurité sociale. Ce gouvernement gère mal : il promet sans avoir l'argent. »

D.S.W.

**Il revient sur ses relations avec Albert II**

## « 930.000 €, une somme rondelette... »

À entendre l'ex-Premier ministre, il ne parle plus avec Albert II, ni avec Charles Michel, ni avec Bart De Wever... Bref, il ne parle plus avec grand monde « hors PS »... « Non, non, je parle encore avec Charles Michel ou Bart De Wever (rires). Il n'y a pas d'ostracisme à l'égard de démocrates, même si je ne suis pas d'accord avec eux... »

### ALBERT II, CAS UNIQUE

Ah bon ? Et vous vous dites quoi ? « On parle incidemment. Ce ne sont pas des discussions de nature politique », nuance le

président socialiste... qui revient sur l'épisode de l'abdication d'Albert II. « Quand il a abdiqué, cas unique, on a dû se mettre d'accord sur une rente et on a suivi l'exemple des Pays-Bas. On s'est arrêté à 930.000 euros. Mon sentiment, c'est qu'il s'agit quand même d'une somme rondelette, on ne peut pas dire qu'elle est maigrelette. Un montant qui doit lui permettre de tenir son rang. Cela dit, cela ne change rien à mon estime pour lui. Le reste, c'est son affaire personnelle. »

D.S.W.

**Le débat sur le burkini l'irrite****« On peut agir contre le terrorisme sans limiter la liberté des citoyens »**

➔ **On a beaucoup plus entendu la N-VA que l'opposition cet été ?**

**Surtout en matière sécuritaire. Il y a certaines de ses idées que vous trouvez intéressantes ?**

Non ! Prenez le Patriot Act dont parle Bart De Wever, le président de la N-VA. On ne peut quand même pas conférer à un bourgmestre un pouvoir de justice. Je ne veux pas qu'il ait le pouvoir de décider d'écoutes téléphoniques. C'est le rôle d'un juge et cela doit rester ainsi. La sécurité est fondamentale pour les citoyens, elle n'est ni de droite, ni de gauche. Les bourgmestres socialistes travaillent intensément, avec les polices locales, pour un maximum de sécurité. Mais la sécurité du royaume dépend exclusivement du gouvernement fédéral.

➔ **Aucun gouvernement n'a jamais dû faire face à une telle menace terroriste. Franchement, vous auriez agi autrement à la place de Charles Michel ?**

On aurait fait les choses avec une sensibilité différente. Mais depuis le début, nous avons dit que nous étions disponibles sur les mesures à prendre.

➔ **Qu'auriez-vous fait d'autre ? Quelles décisions n'auriez-vous pas prises ?**

On doit agir contre le terro-

risme sans restreindre la liberté des citoyens. Il est possible, j'en suis convaincu, de garantir la sécurité tout en préservant tous les degrés de liberté d'une société démocratique avancée comme la nôtre. Je n'aurais, par exemple, pas cédé à ces histoires de retrait de la nationalité. Vous pensez

« Oui, je suis heurté quand je vois un burkini, ce n'est pas ma vision de la liberté de la femme, mais au nom de quoi je lui interdrais d'en porter un ? »

que cela va arrêter celui qui se met une ceinture d'explosifs à la taille ? Le MR est sur la pente savonneuse, car ce gouvernement, à l'instigation de la N-VA, est en train de réduire les libertés individuelles des citoyens.

➔ **Vous avez dit que le débat sur le burkini vous irritait...**

Oui, car il occupe tout l'espace et le MR et la N-VA l'orchestrent pour détourner les gens des vrais problèmes : les attaques contre les travailleurs, les sommes abyssales à trouver lors du

conclave budgétaire. Le burkini est un problème qui mériterait une approche différente de ce que l'on a entendu.

➔ **Cela signifie que ce burkini ne vous pose pas problème ?**

Toute ma vie, j'ai défendu l'égalité entre les hommes et les femmes, j'ai défendu la liberté totale des femmes et de leur corps. Qu'une femme mette un string ou se promène torse nu, cela ne me gêne pas, c'est sa liberté. Philosophiquement, je suis donc heurté quand je vois un burkini. Ce n'est pas ma manière de voir la liberté des femmes. Mais au nom de quoi j'interdirais à une femme d'en porter un ? Ce phénomène est quasiment inexistant. En quoi est-ce une menace pour la sécurité nationale ?

➔ **Ce n'est pas le discours du Premier ministre français, le socialiste Manuel Valls. Cela vous agace d'entendre Theo Francken, le secrétaire d'État à l'Asile, applaudir ses propos ?**

Manuel Valls agit dans un contexte français très tendu, avec une droite et une extrême droite fort actives. J'ai dit mon point de vue et je respecte celui des autres. Mais à l'évidence, le point de vue des autres, ce n'est pas le mien... ●

PROPOS RECUEILLIS PAR D.S.W.

**Présidence du PS****Il n'exclut pas de se représenter en 2019**

Elio Di Rupo est-il toujours le patron qu'il faut au PS ? Au fil de sondages peu favorables, la question a, paraît-il, gagné de plus en plus de camarades... Cela l'a-t-il blessé ? « *Cela ne m'a pas blessé* », réagit-il. « *C'est inévitable dans les grandes familles politiques et quand on n'est pas au gouvernement. Le fait d'avoir été écarté a suscité l'étonnement, car on avait gagné. Mais j'ai été élu par les militants.* »

Et les mécontents, ont-ils osé lui dire les choses en face ? « *Non, je n'ai jamais entendu cela en face. Mais mon entente est optimale*

*avec les principaux acteurs. Le parti est conduit par son président et toute une équipe. J'ai toujours adopté une attitude inclusive (...). Je n'ai jamais pensé à partir. Ce sont les militants qui décident. Le PS est un parti de masse et de militants.* »

Se présentera-t-il à la prochaine élection interne (en 2019). « *Je ne l'exclus pas ! Maintenant, nous travaillons au chantier des idées qui devrait aboutir au premier semestre 2017. Cela prend du temps, car je suis pointilleux : je regarde phrase par phrase.* » ●

D.SW.

**Di Rupo trouve les critiques contre Magnette non fondées**

Le PS gère, avec le cdH, la Région wallonne et la Communauté française. En Wallonie, le ministre-président Paul Magnette est critiqué, accusé d'immobilisme, de conservatisme. Même le partenaire cdH ne l'épargne pas toujours. « *Paul Magnette et son équipe font de l'excellent boulot dans des circonstances budgétaires difficiles* », coupe Elio Di Rupo. « *Il dirige son équipe de maîtresse façon. Quand on veut battre son chien, on trouve toujours un bâton. Les critiques me*

*semblent non fondées.* »

Avec un reproche au passage aux médias, surtout à la télévision. « *La couverture y reste surtout celle de l'actualité fédérale et on a finalement l'impression que rien ne se fait à la Région. Trop de gens ne mesurent pas l'importance prise par les Régions après la sixième réforme de l'État.* »

Peut-être parce que cette réforme rend tout plus compliqué. Ne faudrait-il pas fédéraliser certaines matières ? « *On a oublié les 541*

*jours de crise ? C'était une exigence flamande pour avoir un gouvernement. J'ai une vision à très long terme de notre pays. Je suis pour une cohérence des compétences que j'expliquerai à la fin de notre travail sur le chantier des idées. Tout est améliorable, mais je ne suis pas favorable à ouvrir le chantier d'une 7<sup>e</sup> réforme de l'État. Faisons fonctionner la sixième, voyons ce que cela donne et tirons en les conclusions.* » ●

D.SW.